CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 69.072/2
du 19 avril 2021

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police en ce qui concerne la désignation au mandat de directeur général de la gestion des ressources et de l'information de la police fédérale d'un candidat qui n'est pas membre du personnel des services de police et portant diverses dispositions statutaires y relatives'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 69.072/2
van 19 april 2021

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten inzake de aanwijzing in het mandaat van directeur-generaal van het middelenbeheer en de informatie van de federale politie van een kandidaat die geen personeelslid is van de politiediensten en houdende diverse statutaire bepalingen hieromtrent'

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

Le 19 mars 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police en ce qui concerne la désignation au mandat de directeur général de la gestion des ressources et de l'information de la police fédérale d'un candidat qui n'est pas membre du personnel des services de police et portant diverses dispositions statutaires y relatives'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 19 avril 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 avril 2021.

*

Op 19 maart 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten inzake de aanwijzing in het mandaat van directeur-generaal van het middelenbeheer en de informatie van de federale politie van een kandidaat die geen personeelslid is van de politiediensten en houdende diverse statutaire bepalingen hieromtrent'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 19 april 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 april 2021.

*

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Le projet déterminant, entre autres, les « conditions et la procédure » de désignation d'une personne qui n'est pas membre du personnel au titre de directeur général de la gestion des ressources et de l'information de la police fédérale, il convient de viser également, à l'alinéa 1er, l'article 107, alinéa 5, de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux'.

2. À l'alinéa 2, il convient de viser plus précisément l'article 66/1, alinéa 3, de la loi du 26 avril 2002 'relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police'.

3. Il résulte de l'article 6, § 1er, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative' que le projet examiné, pour lequel l'intervention du Conseil des ministres était requise par une disposition légale, doit en principe faire l'objet d'une analyse d'impact.

L'auteur du projet est toutefois dispensé de l'accomplissement de cette formalité car le texte à l'examen concerne « l'autorégulation de l'autorité fédérale » au sens de l'article 8, § 1er, 4°, de la même loi.

Le préambule sera donc complété afin de mentionner cette dispense conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

DISPOSITIF

Article 1er

À des fins de cohérence avec l'article 2 du projet, à l'article IV.I.34, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 30 mars 2001 'portant la position juridique du personnel des services de police' (ci-après : le « PJPol »), il convient d'insérer les mots « de l'article IV.I.51 et » entre les mots « à l'exception » et les mots « de l'article IV.I.57*bis* ».

Article 3

L'article VII.III.2 ayant été confirmé par l'article 136 de la loi du 26 avril 2002 'relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police', seule une norme de rang législatif peut apporter des modifications à cette disposition.

L'article 3 du projet sera donc omis.

Article 8

Au 1° de la version française, les mots « par heure effectuée » seront insérés, de l'accord de la déléguée de la Ministre, entre les mots « dont le montant » et les mots « ne peut excéder », ainsi qu'entre les mots « dont le montant » et les mots « correspond à ».

Article 12

Intitulé du chapitre VII en projet et article VII.III.113 en projet

Suivant l'intitulé du chapitre VII et l'article VII.III.113 en projet, les dispositions du titre III de la partie VII du PJPol en rapport avec la « désignation » du candidat, soit uniquement les dispositions se trouvant sous le chapitre II de ce titre III, sont applicables au candidat qui n'est pas membre du personnel des services de police au mandat de directeur général de la gestion des ressources et de l'information de la police fédérale.

Or, il ressort du projet que, sous réserve des exceptions prévues, les autres chapitres de ce titre III sont également applicables au candidat en question.

L'intitulé du chapitre VII et l'article VII.III.113 en projet seront donc revus à la lumière de cette observation.

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

Article VII.III.114 en projet

1. L'article VII.III.114, § 5, alinéa 1er, en projet interdit au directeur général de la gestion des ressources et de l'information de la police fédérale qui n'était pas membre du personnel préalablement à sa désignation de se porter candidat « pour une autre fonction à attribuer par mandat » alors que l'article VII.III.114, § 5, alinéa 2, en projet l'autorise sous certaines conditions [1].

Il appartient à l'auteur du projet de corriger cette contradiction en adaptant la formulation de l'article VII.III.114, § 5, alinéa 1er, en projet. À cet effet, il semble que l'alinéa 1er doit être complété pour énoncer que l'interdiction qu'il contient ne vaut que pendant la durée du mandat.

2. Interrogée sur la raison qui justifie que, contrairement à l'article VII.III.47 du PJPol, il n'est pas fait mention à l'article VII.III.114, § 6, en projet du « profil du candidat », du « profil exigé pour la fonction », de la « description de fonction » et « de l'audition », la déléguée de la Ministre a expliqué qu'il s'agissait d'une faute technique.

L'article VII.III.114, § 6, en projet sera revu en reprenant ces éléments, le cas échéant par renvoi au paragraphe 3 de cette même disposition en projet.

Article VII.III.115 en projet

1. L'article XI.II.3*bis* du PJPol énonce ce qui suit :

> « Les directeurs généraux de la police fédérale ainsi que les chefs de corps qui exercent un mandat de catégorie 4 ou 5, visé à l'article 67 de la loi du 26 avril 2002, bénéficient de l'échelle de traitement O8 pour la durée de leur désignation à ce mandat. Dans l'intervalle, leur carrière barémique continue à évoluer conformément à la règlementation y afférente ».

Il résulte implicitement de l'article VII.III.115, 1°, en projet que cette disposition n'est pas applicable au directeur général de la gestion des ressources et de l'information de la police fédérale qui n'était pas membre du personnel préalablement à sa désignation alors que, en vertu de l'article 67 de la loi du 26 avril 2002, il exerce un mandat de catégorie 5.

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier, eu égard au principe d'égalité et de non-discrimination, la raison pour laquelle le régime prévu à l'article XI.II.3*bis* du PJPol n'est pas appliqué à ce mandat.

2. En ce que l'article VII.III.115, 3°, prévoit que le mandataire bénéficie des allocations et indemnités contenues dans la partie XI du PJPol dont l'incompatibilité avec le supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat « n'a pas été constatée », cette disposition laisse entendre qu'un constat d'incompatibilité doit encore être établi.

[1] Voir, en ce sens, l'article 71, alinéa 2, de la loi du 26 avril 2002, qui ne permet à un « titulaire d'un mandat » de postuler à un autre mandat « qu'à condition d'exercer son mandat actuel depuis au moins trois ans ».

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

Or, il ressort de la partie XI du PJPol que les cas dans lesquels le supplément de traitement pour mandat est incompatible avec certaines allocations et indemnités sont déjà déterminés.

Le 3° sera donc préférablement rédigé comme suit :

« 3° le cas échéant, de toute allocation et/ou indemnité contenues dans la partie XI qui n'est pas incompatible avec le supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat ».

Article VII.III.117 en projet

1. De l'accord de la déléguée de la Ministre, il convient de remplacer les mots « d'aucune pension de retraite » par les mots « d'aucun revenu de remplacement » à l'article VII.III.117, § 1er et § 4, en projet.

2. Au paragraphe 1er, en disposant que le directeur général qui « pourrait bénéficier » d'un revenu professionnel après l'échéance de son mandat ne serait pas admissible à obtenir une indemnité de départ, le texte énonce une règle dont l'application est sujette à une appréciation aléatoire et susceptible en conséquence de susciter des discriminations et des contentieux dans son application. Il est en effet très peu concevable qu'une personne ne puisse bénéficier d'aucun revenu professionnel quelconque, sous réserve des cas d'incapacité complète de travail, pour lesquels elle bénéficie alors de revenus de remplacement, autre hypothèse envisagée par le texte.

Sauf à revoir le mécanisme mis sur pied par l'article VII.III.117 en projet, les mots « ou ne pourrait bénéficier » doivent être omis, ce qui assurerait en outre une articulation correcte avec le paragraphe 4 de cette disposition, qui se contente de prendre en considération, outre le cas du revenu de remplacement [2], celui où l'intéressé « n'a bénéficié d'aucun revenu professionnel » et non celui où il n'aurait pu bénéficier d'un revenu professionnel.

3. Au paragraphe 2 en projet, il convient de préciser, de l'accord de la déléguée de la Ministre, que la majoration du supplément visé à l'article XI.II.17 du PJPol est également d'un douzième.

L'article VII.III.117, § 2, en projet sera revu en ce sens.

La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour l'article VII.III.118, § 1er, en projet.

4. Par souci de clarté dans l'articulation des différents paragraphes de l'article VII.III.117, il convient de préciser, à l'article VII.III.117, § 4, que l'indemnité de départ « calculée conformément au paragraphe 2 » est liquidée mensuellement « durant le nombre de mois prévus au paragraphe 3 ».

[2] Voir l'observation n° 1 ci-avant.

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

Article VII.III.118 en projet

1. L'article VII.III.118 en projet conditionne l'obtention d'une indemnité de réintégration à l'introduction d'une demande « recevable » de renouvellement de mandat.

Une telle demande suppose que, après avoir sollicité le renouvellement de son mandat, le candidat ait obtenu la mention « satisfaisant » lors de l'évaluation finale.

En d'autres termes, le candidat qui n'a pas postulé de manière « recevable » ne peut bénéficier de l'indemnité de réintégration ni de l'indemnité de départ visée à l'article VII.III.117 en projet qui est octroyée à la personne ayant vu son mandat prendre fin suite à la mention « insuffisant » lors de son évaluation.

Il en résulte qu'un candidat qui a obtenu la mention « satisfaisant » à son évaluation pourrait dès lors être moins bien traité que la personne ayant vu son mandat prendre fin suite à la mention « insuffisant » lors de son évaluation, pour le seul fait d'avoir introduit sa demande de renouvellement de manière non-recevable.

Si telle est effectivement son intention, il appartient à l'auteur du projet d'être en mesure de pouvoir la justifier au regard du principe d'égalité et de non-discrimination.

L'article VII.III.118 en projet sera revu à la lumière de cette observation.

2. La question se pose de savoir s'il est bien dans l'intention de l'auteur du projet de liquider l'indemnité de réintégration – qui peut s'élever à une année de traitement – en une fois (article VII.III.118, § 2, en projet), en tenant compte des revenus du seul mois qui suit la fin du mandat (article VII.III.118, § 1, en projet).

Interrogée sur ce point, la déléguée de la Ministre a, d'initiative, proposé de reformuler l'article VII.III.118 en projet comme suit :

> « Art. VII.III.118. § 1. De directeur-generaal van het middelenbeheer en de informatie van de federale politie die, voorafgaand aan zijn aanwijzing, geen personeelslid was, wiens evaluatie aanleiding heeft gegeven tot de vermelding 'voldoende' en het mandaat niet werd verlengd, hoewel hij opnieuw ontvankelijk gesolliciteerd had, ontvangt een herintegratievergoeding.
>
> § 2. De herintegratievergoeding is gelijk aan het verschil tussen enerzijds een twaalfde van de wedde bedoeld in artikel VII.III.115, 1°, vermeerderd met een twaalfde van de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat bedoeld in artikel XI.II.17, en het maandelijks beroeps- of vervangingsinkomen dat hij zal krijgen na het einde van zijn mandaat.
>
> § 3. De titularis bedoeld in § 1, verkrijgt de herintegratievergoeding hetzij :
>
> 1° tien maal, als hij één mandaat heeft uitgeoefend ;
>
> 2° twaalf maal als hij twee of meerdere opeenvolgende mandaten in dezelfde functie heeft uitgeoefend.

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

Indien hij wordt gepensioneerd binnen de twaalf maanden die volgen op het einde van zijn mandaat krijgt hij, in afwijking van [het eerste lid], de herintegratievergoeding gedurende het aantal maanden gelijk aan het aantal maanden tussen het einde van zijn mandaat en de aanvang van zijn pensioen.

§ 4. De herintegratievergoeding wordt maandelijks uitbetaald, mits maandelijkse voorlegging door de belanghebbende van een verklaring op eer met de vermelding van de maandwedde waarop hij recht heeft ».

Sans préjudice de l'observation précédente, la section de législation peut se rallier à cette nouvelle formulation. Dans un souci de clarté, au paragraphe 2, le mot « anderzijds » sera toutefois inséré entre les mots « en » et les mots « het maandelijks beroeps- of vervangingsinkomen ».

*

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Aangezien bij het ontwerp onder andere "de voorwaarden en procedure" bepaald worden voor de aanwijzing van een niet-personeelslid als directeur-generaal van het middelenbeheer en de informatie van de federale politie, dient in het eerste lid eveneens verwezen te worden naar artikel 107, vijfde lid, van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus'.

2. In het tweede lid dient nauwkeuriger verwezen te worden naar artikel 66/1, derde lid, van de wet van 26 april 2002 'houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten'.

3. Uit artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging' volgt dat het voorliggend ontwerp, waarvoor de tussenkomst van de Ministerraad vereist was door een wettelijke bepaling, in principe aanleiding dient te geven tot een impactanalyse.

De steller van het ontwerp is evenwel vrijgesteld van het vervullen van dat vormvereiste omdat de voorliggende tekst betrekking heeft op de "autoregulering van de federale overheid" in de zin van artikel 8, § 1, 4°, van die wet.

De aanhef moet dan ook aldus aangevuld worden dat die vrijstelling daarin vermeld wordt overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 'houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'.

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

DISPOSITIEF

Artikel 1

Ter wille van de samenhang met artikel 2 van het ontwerp dienen in het ontworpen artikel IV.I.34, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 'tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten' (hierna: het "RPPol") de woorden "van artikel IV.I.51 en" ingevoegd te worden tussen de woorden "met uitzondering" en de woorden "van artikel IV.I.57*bis*".

Artikel 3

Aangezien artikel VII.III.2 bekrachtigd is bij artikel 136 van de wet van 26 april 2002 'houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten', kan die bepaling alleen bij een wetgevende norm gewijzigd worden.

Artikel 3 van het ontwerp moet derhalve weggelaten worden.

Artikel 8

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst van de bepaling onder 1° de woorden "par heure effectuée" ingevoegd moeten worden tussen de woorden "dont le montant" en de woorden "ne peut excéder", alsook tussen de woorden "dont le montant" en de woorden "correspond à".

Artikel 12

Opschrift van het ontworpen hoofdstuk VII en ontworpen artikel VII.III.113

Luidens het opschrift van het ontworpen hoofdstuk VII en het ontworpen artikel VII.III.113 zijn de bepalingen van titel III van deel VII van het RPPol in verband met de "aanwijzing" van de kandidaat, namelijk uitsluitend de bepalingen die deel uitmaken van hoofdstuk II van die titel III, van toepassing op degene die geen personeelslid van de politiediensten is en die kandideert voor het mandaat van directeur-generaal van het middelenbeheer en de informatie van de federale politie.

Uit het ontwerp blijkt evenwel dat, onder voorbehoud van de uitzonderingen die daarin gemaakt worden, de overige hoofdstukken van die titel III eveneens van toepassing zijn op de kandidaat in kwestie.

Het opschrift van het ontworpen hoofdstuk VII en het ontworpen artikel VII.III.113 moeten dan ook in het licht van deze opmerking herzien worden.

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

Ontworpen artikel VII.III.114

1. Volgens het ontworpen artikel VII.III.114, § 5, eerste lid, mag de directeur-generaal van het middelenbeheer en de informatie van de federale politie die vóór zijn aanwijzing geen personeelslid van de politiediensten was, zich niet kandidaat stellen "voor een ander bij mandaat te begeven ambt", terwijl dat volgens het ontworpen artikel VII.III.114, § 5, tweede lid, onder bepaalde voorwaarden toegestaan is.[1]

De steller van het ontwerp dient die contradictie weg te werken door de formulering van het ontworpen artikel VII.III.114, § 5, eerste lid, aan te passen. Blijkbaar dient daartoe het eerste lid aldus aangevuld te worden dat daarin bepaald wordt dat het daarin vervatte verbod slechts geldt tijdens de duur van het mandaat.

2. Op de vraag om welke reden, in tegenstelling tot in artikel VII.III.47 van het RPPol, in het ontworpen artikel VII.III.114, § 6, geen gewag gemaakt wordt van het "profiel van de kandidaat", het "voor het ambt vereiste profiel", de "functiebeschrijving" en het "horen", heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat het om een technische fout ging.

Het ontworpen artikel VII.III.114, § 6, moet aldus herzien worden dat die gegevens daarin vermeld worden, in voorkomend geval door een verwijzing naar paragraaf 3 van datzelfde ontworpen artikel.

Ontworpen artikel VII.III.115

1. Artikel XI.II.3*bis* van het RPPol luidt als volgt:

> "De directeurs-generaal van de federale politie alsook de korpschefs die een mandaat van categorie 4 of 5, bedoeld in artikel 67 van de wet van 26 april 2002, uitoefenen, genieten de loonschaal O8 voor de duur van hun aanwijzing voor dit mandaat. Hun baremische loopbaan blijft ondertussen evolueren overeenkomstig de regelgeving dienaangaande.".

Uit het ontworpen artikel VII.III.115, 1°, blijkt impliciet dat voornoemd artikel XI.II.3*bis* bepaling niet van toepassing is op de directeur-generaal van het middelenbeheer en de informatie van de federale politie die vóór zijn aanwijzing geen personeelslid van de politiediensten was, hoewel hij krachtens artikel 67 van de wet van 26 april 2002 een mandaat van categorie 5 uitoefent.

Gelet op het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie moet de steller van het ontwerp kunnen verantwoorden waarom de regeling van artikel XI.II.3*bis* van het RPPol niet op dat mandaat toegepast wordt.

[1] Zie in die zin artikel 71, tweede lid, van de wet van 26 april 2002, naar luid waarvan een "titularis van een mandaat" weliswaar voor een ander mandaat mag solliciteren doch alleen "op voorwaarde dat hij zijn huidige mandaat sedert ten minste drie jaar uitoefent".

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

2. Doordat in artikel VII.III.115, 3°, bepaald wordt dat de mandaathouder de toelagen en vergoedingen vervat in deel XI van het RPPol geniet waarvan de onverenigbaarheid met de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat "niet werd vastgesteld", wekt die bepaling de indruk dat die onverenigbaarheid nog vastgesteld moet worden.

Uit deel XI van het RPPol blijkt evenwel dat reeds bepaald is in welke gevallen de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat onverenigbaar is met bepaalde toelagen en vergoedingen.

De bepaling onder 3° zou dan ook beter als volgt gesteld worden:

"3° in voorkomend geval, elke toelage en/of vergoeding vervat in deel XI die niet onverenigbaar is met de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat".

Ontworpen artikel VII.III.117

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het ontworpen artikel VII.III.117, § 1 en § 4, de woorden "geen rustpensioen" vervangen dienen te worden door de woorden "geen vervangingsinkomen".

2. Doordat in paragraaf 1 bepaald wordt dat de directeur-generaal die na afloop van zijn mandaat een beroepsinkomen "zou kunnen genieten" geen beëindigingsvergoeding zou kunnen ontvangen, bevat die tekst een regel bij de toepassing waarvan een beoordeling gemaakt moet worden die van het toeval afhangt en waarvan de toepassing bijgevolg tot discriminatie en geschillen aanleiding kan geven. Het is immers nauwelijks denkbaar dat een persoon geen enkel beroepsinkomen van welke aard ook zou kunnen genieten, onder voorbehoud van de gevallen van volledige arbeidsongeschiktheid, waarvoor hij dan een vervangingsinkomen zou genieten, het andere geval waarin de tekst voorziet.

Tenzij de regeling waarin het ontworpen artikel VII.III.117 voorziet, herzien wordt, moeten de woorden "of zou kunnen genieten" weggelaten worden, hetgeen bovendien zou zorgen voor een correcte afstemming op paragraaf 4 van dat artikel, waarin, naast het geval van het vervangingsinkomen,[2] alleen rekening gehouden wordt met het geval waarin de betrokkene "geen beroepsinkomen (...) heeft genoten" en niet met het geval waarin hij geen beroepsinkomen zou hebben kunnen genieten.

3. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de ontworpen paragaaf 2 gepreciseerd dient te worden dat niet vermeerderd wordt met de bijslag bedoeld in artikel XI.II.17 van het RPPol maar met een twaalfde daarvan.

Het ontworpen artikel VII.III.117, § 2, moet in die zin herzien worden.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor het ontworpen artikel VII.III.118, § 1.

[2] Zie opmerking 1 hierboven.

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

4. Ter wille van de duidelijkheid in de onderlinge afstemming tussen alle paragrafen van artikel VII.III.117, dient in artikel VII.III.117, § 4, gepreciseerd te worden dat de beëindigingsvergoeding "berekend overeenkomstig paragraaf 2," maandelijks uitbetaald wordt "gedurende het aantal maanden bepaald in paragraaf 3".

Ontworpen artikel VII.III.118

1. Bij het ontworpen artikel VII.III.118 wordt het ontvangen van een herintegratievergoeding afhankelijk gesteld van het indienen van een "ontvankelijke" aanvraag tot verlenging van het mandaat.

Voor een dergelijke aanvraag is vereist dat de kandidaat, na om de verlenging van zijn mandaat verzocht te hebben, bij de eindevaluatie de vermelding "voldoende" gekregen heeft.

Met andere woorden, de kandidaat die geen "ontvankelijke" aanvraag ingediend heeft, kan geen aanspraak maken op de herintegratievergoeding of op de beëindigingsvergoeding bedoeld in het ontworpen artikel VII.III.117 die toegekend wordt aan degene wiens mandaat beëindigd is wegens een evaluatie met de vermelding "onvoldoende".

Daaruit volgt dat aan een kandidaat die bij zijn evaluatie de vermelding 'voldoende' gekregen heeft, derhalve een minder goede behandeling ten deel zou kunnen vallen dan aan de persoon wiens mandaat beëindigd is doordat hij bij zijn evaluatie de vermelding 'onvoldoende' gekregen heeft, louter en alleen omdat hij zijn aanvraag tot hernieuwing op niet-ontvankelijke wijze ingediend heeft.

Indien dat inderdaad de bedoeling is, dient de steller van het ontwerp dat te kunnen verantwoorden in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

Het ontworpen artikel VII.III.118 moet in het licht van die opmerking herzien worden.

2. De vraag rijst of het wel de bedoeling de steller van het ontwerp is om de herintegratievergoeding – die kan oplopen tot één jaar wedde – ineens uit te betalen (ontworpen artikel VII.III.118, § 2) en om daarbij alleen rekening te houden met het inkomen van de maand die volgt op het einde van het mandaat (ontworpen artikel VII.III.118, § 1)

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister, op eigen initiatief, voorgesteld het ontworpen artikel VII.III.118 als volgt te herformuleren:

> "Art. VII.III.118. § 1. De directeur-generaal van het middelenbeheer en de informatie van de federale politie die, voorafgaand aan zijn aanwijzing, geen personeelslid was, wiens evaluatie aanleiding heeft gegeven tot de vermelding 'voldoende' en het mandaat niet werd verlengd, hoewel hij opnieuw ontvankelijk gesolliciteerd had, ontvangt een herintegratievergoeding.

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡

§ 2. De herintegratievergoeding is gelijk aan het verschil tussen enerzijds een twaalfde van de wedde bedoeld in artikel VII.III.115, 1°, vermeerderd met een twaalfde van de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat bedoeld in artikel XI.II.17, en het maandelijks beroeps- of vervangingsinkomen dat hij zal krijgen na het einde van zijn mandaat.

§ 3. De titularis bedoeld in § 1, verkrijgt de herintegratievergoeding hetzij :

1° tien maal, als hij één mandaat heeft uitgeoefend ;

2° twaalf maal als hij twee of meerdere opeenvolgende mandaten in dezelfde functie heeft uitgeoefend.

Indien hij wordt gepensioneerd binnen de twaalf maanden die volgen op het einde van zijn mandaat krijgt hij, in afwijking van [het eerste lid], de herintegratievergoeding gedurende het aantal maanden gelijk aan het aantal maanden tussen het einde van zijn mandaat en de aanvang van zijn pensioen.

§ 4. De herintegratievergoeding wordt maandelijks uitbetaald, mits maandelijkse voorlegging door de belanghebbende van een verklaring op eer met de vermelding van de maandwedde waarop hij recht heeft."

Onverminderd de voorgaande opmerking kan de afdeling Wetgeving met die nieuwe formulering instemmen. Ter wille van de duidelijkheid moet in paragraaf 2 echter het woord "anderzijds" ingevoegd worden tussen het woord "en" en de woorden "het maandelijks beroeps- of vervangingsinkomen".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

‡LW-CGEVICAAF-GJAHCQW‡